

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE MODENE

Séance du 17 novembre 2015

NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	11	11

L'An deux mille quinze, le dix-sept novembre à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian RIPERT, Maire

Présents : A. ALLEGRE, A. ALONSO, S. CALAMEL, MH ENRIETTO, N. LEPATRE, M. LOMBARDI, S. MONTI, I. PARIS, M. RINAUDO, C. ROUX

Absents excusés :

Secrétaire de séance : Laëtitia ALONSO

Secrétaire auxiliaire : Carine BONHOMME

N° 2015-29

ELABORATION DU
PLU

**Annule et remplace les
délibérations n°2014-46,
2014-58 et 2015-28**

Monsieur le Maire rappelle les précédentes délibérations (2014-46, 2014-58 et 2015-28) concernant la révision du POS en PLU.

Or, ces délibérations sont opposables, il convient de les annuler et de se prononcer à nouveau sur le sujet.

Monsieur le maire présente l'intérêt pour la commune de se doter d'un plan local d'urbanisme. En vue de favoriser le renouvellement urbain et préserver la qualité architecturale et l'environnement, il importe que la commune réfléchisse sur ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable. Il apparaît nécessaire de définir clairement l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune.

Après avoir entendu l'exposé du maire ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1 -De prescrire l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

2 -De charger la commission municipale d'urbanisme, composée comme suit :

Monsieur RIPERT Christian, Maire, président

Monsieur LEPATRE Norbert membre

Monsieur LOMBARDI Marcel, membre

Madame MONTI Sylvie, membre

Monsieur ALLEGRE Alexandre, membre,

Madame ENRIETTO Marie-Hélène, membre

du suivi de l'étude du plan local d'urbanisme ;

3- Objectifs poursuivis :

-Examiner les possibilités d'extension modérée de l'urbanisation,

-Protéger les éléments de paysage et les secteurs présentant un intérêt écologique, historique et architectural,

-Préserver le patrimoine naturel et l'environnement de la commune,

-Valoriser l'aménagement et le traitement de l'espace public, notamment ouvrir la possibilité de création

d'Installation Ouvertes au Publics non prévue dans le POS actuel,

Les objectifs présentés seront étudiés en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) fixant les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune, et seront compatibles avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Arc Comtat Ventoux.

Ces objectifs pourront être complétés ou amendés suivant la démonstration ou non de leur pertinence lors de l'étude du P.L.U.

4-De mener la procédure selon le cadre défini par les articles L 123-7 à L 123-16, R 123-16 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques ;

5 -De fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante :

- Affichage sur le panneau communal de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
- Article dans la presse locale (quotidiens « La Provence » et « Vaucluse Matin »)
- Article dans le bulletin municipal (semestriel) pendant toute la durée des études nécessaires,
- Article sur le site internet de la commune (www.mairiedemodene.fr)
- Réunion publique avec la population,
- Réunion avec les associations et les groupes économiques,
- Dossier disponible en Mairie,
- Mise à disposition d'un registre des doléances, en Mairie aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

6 -De donner autorisation au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat ;

7 -De solliciter de l'Etat une dotation pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

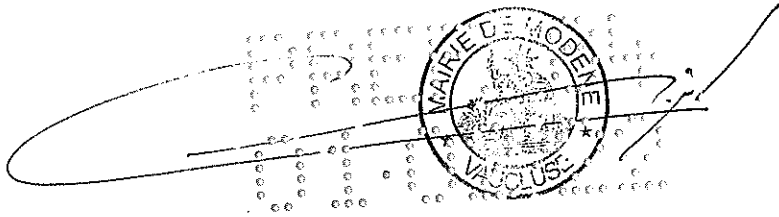
8-De solliciter de la COVE une dotation pour compenser la charge financière de la commune à hauteur de 10% et à concurrence de 4500 €.

9-Que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du plan local d'urbanisme seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux organes publics concernés :

- Monsieur le Préfet
- Monsieur le Président du Département de Vaucluse
- Monsieur le Président du Conseil Régional PACA
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Vaucluse
- Monsieur le Président de la Chambre de Métiers de Vaucluse
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse
- Messieurs les Présidents des Etablissements Publics Intercommunaux compétents (COVE, Syndicat d'électrification Vauclusien, Syndicat Mixte des eaux de la Région Rhône Ventoux, SMAEMV, Syndicat Mixte forestier, EPAGE, Canal de Carpentras)
- Monsieur le Président de l'Etablissement Public de coopération intercommunale chargée de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCOT) compétent en matière d'organisation des transports urbains et en matière de programme local de l'habitat (le syndicat mixte Ventoux Comtat Venaissin)
- Messieurs les Maires des communes limitrophes (Caromb, Saint-Pierre de Vassols, Crillon le Brave, Mazan, Malaucène)

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

S): 0

Monti
Blanc
Galamel
M2
Barbade

EXTRAIT DU REGISTRE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT : VAUCLUSE

DE LA COMMUNE DE MODENE

Séance du 13 avril 2021

NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
10	10	10

L'An deux mille vingt et un le treize avril à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Norbert LEPATRE, Maire

Présents : A. ALLEGRE, L. ALONSO, MH ENRIETTO, Y. CORBIN, S. JACOBEE, A. DURAND, N. DUFOUR, I. ROBERT, C. RIPERT

Absents :

Secrétaire de séance : L. ALONSO

N° 2021.14

DEBAT SUR LES OBJECTIFS DU PADD POUR LE PLU

POUR : 10

CONTRE : 0

ABSTENTION(S) : 0

Monsieur Le Maire rappelle que par délibération en date du 17 novembre 2015, le conseil municipal a prescrit la mise en révision du POS (devenue élaboration d'un PLU), les objectifs de la révision et les modalités de la concertation.

Le chapitre 3 du titre II du code de l'urbanisme fixe le contenu, la finalité et les procédures d'adoption ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme.

C'est ainsi notamment que les PLU « comportent un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ». L'article L.151-5 précise le contenu et l'objet du Projet d'Aménagement et de développement durables (PADD) : « Le PADD définit :
1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ».

L'article L.153-12 du code de l'urbanisme stipule « qu'un débat ait lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du PADD (...) au plus tard 2 mois avant l'examen du projet du PLU ».

Le projet de PADD, établi par le groupement URBARCHI AMUNATEGUI - Eco-stratégie, sera présenté aux personnes publiques associées, ainsi qu'aux habitants.

A l'issue de cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert.

Conformément à l'article L. 153-12 du code de l'urbanisme, le conseil municipal a débattu des orientations générales du PADD. Le projet de PADD est annexé à la présente délibération.

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

084-218400778-20210413-202114-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 19/04/2021
Affichage 07/07/2020

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir débattu,

APPROUVE les objectifs inscrits au PADD à savoir :

- *Examiner les possibilités d'extension modérée de l'urbanisation
- *Protéger les éléments de paysage et les secteurs présentant un intérêt écologique, historique et architectural
- *Préserver le patrimoine naturel et l'environnement de la commune
- *Valoriser l'aménagement et le traitement de l'espace public, notamment ouvrir la possibilité de création d'Installations Ouvertes au Public non prévue dans le POS actuel.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an susdits.

Le Maire, Norbert LEPATRE

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400778-20210413-202114-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/04/2021

Affichage : 07/07/2020

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MODENE

NOMBRES DE MEMBRES

Séance du 14 décembre 2021

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	10	10

L'An deux mille vingt un, le quatorze décembre à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Norbert LEPTRE, Maire

Présents : A. ALLEGRE, M.H ENRIETTO, L. ALONSO, Y. CORBIN, J. DEYRIEUX, N. DUFOUR, A. DURAND, C. RIPERT, I. ROBERT

Absents : S. JACOBEE pouvoir à M.H ENRIETTO
Secrétaire de séance : Norbert LEPATRE

N° 2021-28

ELABORATION DU PLU

application au PLU en
cours d'élaboration des
articles R. 151-1 à R.
151-55 du code de
l'urbanisme

Vu l'article 12 du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 17 novembre 2015, prescrivant l'élaboration du PLU,

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal de Modène a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) le 17 novembre 2015,

Les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 sont applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016.

Toutefois, les dispositions de l'article 12 du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, prévoient que dans les cas d'une élaboration ou d'une révision prescrite sur le fondement du I de l'article L. 123-13 en vigueur avant le 31 décembre 2015, le conseil municipal peut décider que sera applicable au document l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, par une délibération expresse qui intervient au plus tard lorsque le projet est arrêté.

Il est rappelé que la réforme du code de l'urbanisme apporte des simplifications et des clarifications dans l'écriture du règlement offrant plus de souplesses pour une meilleure adaptation des règles au territoire. Il permettra notamment au règlement de Sahunne de pouvoir prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires à venir et d'être cohérent avec celui des autres communes de la communauté de communes, notamment dans le cadre de l'élaboration d'un futur PLUI.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400778-20211214-202128-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 25/01/2022
Affichage 07/07/2020

POUR : 10

CONTRE :

ABSTENTION(S) :

DE LA COMMUNE DE MODÈNE

Séance du 25 janvier 2022

NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11	10	10

L'An deux mille vingt-deux, le vingt-cinq janvier à 20 heures 00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Norbert LEPATRE, Maire.

Présents : A. ALLEGRE, L. ALONSO, MH ENRIETTO, Y. CORBIN, S. JACOBEE, A. DURAND, N. DUFOUR, C. RIPERT

Secrétaire de séance : M.H ENRIETTO

Secrétaire auxiliaire : Angélique PASCAL

Absent excusé : I. ROBERT (pouvoir à Y. CORBIN)

N° 2022-01

REVISION DU PLU

**BILAN DE LA
CONCERTATION
ET
ARRÊT DU PROJET DE
PLAN LOCAL
D'URBANISME**

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-14, L103-2 et R153-3;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 17 novembre 2015, ayant prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme, ayant exposé ses objectifs et les modalités de la concertation ;

Vu les débats sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ayant eu lieu au sein du conseil municipal le 13 avril 2021;

Vu les différentes pièces composant le projet de PLU ;

Monsieur le Maire rappelle :

1- Les raisons qui ont conduit la commune à engager une procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU). Suite à la loi ALUR, le conseil municipal de Modène avait décidé de lancer une révision de son POS, le 17 novembre 2015.

Les objectifs votés par le conseil étaient les suivants :

- Examiner les possibilités d'extension modérée de l'urbanisation
- Protéger les éléments de paysage et les secteurs présentant un intérêt écologique, historique et architectural
- Préserver le patrimoine naturel et l'environnement de la commune
- Valoriser l'aménagement et le traitement de l'espace public, notamment ouvrir la possibilité de création d'Installations Ouvertes au Public non prévue dans le POS actuel

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400778-20220125-202201-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 27/01/2022

Affichage 07/07/2020

POUR : 10

CONTRE :

ABSTENTION(S) :

2- Que les orientations du **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** ont fait l'objet d'un débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal lors de la séance du 13 avril 2021

3- Les modalités de la concertation ont été fixées par la délibération du 17 novembre 2015 (cf liste en annexe).

4- Les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été effectivement mise en œuvre :

- Les affichages et publication des différentes délibérations afférentes à la procédure d'élaboration du PLU ont été réalisés de manière réglementaire.
- Publication du lancement de PLU dans un encart aux Annonces Légales en décembre 2015
- Publication dans la presse locale en janvier 2022
- Des articles dans le bulletin municipal ont été publiés en juillet 2016 et janvier 2017 et janvier 2022
- Une rencontre spécifique avec les agriculteurs de la commune, ou travaillant sur la commune, s'est déroulée en juillet 2016,
- Affichage dans les lieux publics habituels de la commune, parution sur le site internet et page Facebook de la commune pour annoncer les différentes réunions publiques et / ou comptes rendus.
- 4 réunions publiques ont eu lieu en septembre 2016, mars 2017, février 2020 et octobre 2021 afin de présenter l'avancement de chaque phase de travail du PLU (cf détail en annexe).
Ces réunions publiques ont rassemblé près de 150 personnes au total (25 pour la première ; 40 la deuxième ; 50 la troisième et 35 la dernière) ; et ont permis aux habitants de mieux comprendre l'outil d'aménagement qu'est le PLU, tout en formulant des remarques et observations sur les documents présentés.
- un registre de concertation a été mis à disposition à la Mairie durant toute la période d'élaboration du document, sur lequel aucune observation n'a été émise.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400778-20220125-202201-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/01/2022

Affichage : 07/07/2020

Cette concertation a permis d'aboutir à un projet adapté au territoire de Modène, compris et partagé par les habitants.

Monsieur le Maire expose les différentes pièces du dossier de PLU :

- le rapport de présentation (diagnostic territorial, état initial de l'environnement et évaluation des incidences sur l'environnement)
- le projet d'aménagement et de développement durables (P.A.D.D.)
- le document graphique du règlement (zonage)
- le règlement
- les orientations d'aménagement et de programmation (O.A.P.)
- les différentes annexes

M. le Maire explique qu'en application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme doit être tiré le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLU et, qu'en application de l'article L.153-14 dudit code, ledit document doit être "arrêté" par délibération du conseil municipal et communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L.153-11, L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal :

DECIDE :

- 1 - de tirer le bilan de la concertation;**
- 2 - d'arrêter le projet de plan local d'urbanisme (PLU) tel qu'il est annexé à la présente délibération ;**
- 3 - de soumettre pour avis le projet de PLU :**
 - aux personnes publiques associées définies à l'article L132-7, L132-9 et R153-6 du code de l'urbanisme,
 - aux communes limitrophes, établissements publics de coopération intercommunale, associations agréées qui ont demandé à être consultés sur ce projet ; et la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers si elle en a fait la demande également, conformément à l'article L.153-17 du code de l'urbanisme.

La présente délibération sera transmise au Préfet ; fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et mention de cet affichage sera réalisée dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier du projet de PLU tel qu'arrêté par le conseil municipal est tenu à la disposition du public.

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits
Pour Copie certifiée conforme

Modène, le 25 janvier 2022
Le Maire, Norbert LEPATRE


LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400778-20220125-202201-DE

Accusé certifié exécutoire

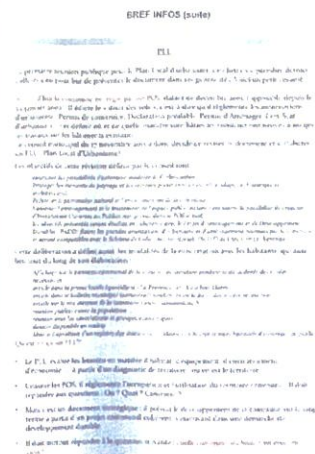
Réception par le préfet : 27/01/2022

Affichage : 07/07/2020

BILAN DE LA CONCERTATION

Modalités de concertation fixées par la délibération du 17 novembre 2015 :

- Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
- Article dans la presse locale (Provence, Vaucluse-Matin),
- Article dans le bulletin municipal pendant toute la durée des études nécessaires,
- Article sur le site internet de la commune,
- Réunion publique avec la population,
- Réunion avec les associations et les groupes économiques,
- Dossier disponible en Mairie,
- Mise à disposition d'un registre de doléances, en mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.



Accuse de réception - Ministère de l'Intérieur

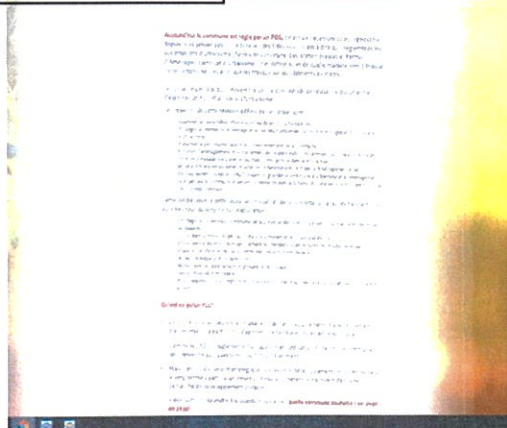
084-218400778-20220125-202201-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 27/01/2022

Affichage 07/07/2020

Présentation de la réunion publique sur le PLU du 9 septembre 2016



Concertation : détails des 4 réunions publiques :

- **09 septembre 2016 : Présentation de la démarche globale du PLU**
- **24 mars 2017 : présentation du diagnostic**
Les principales observations ont concerné l'irrigation et la mise en sécurité de l'école.
- **21 février 2020 : présentation du PADD**
Les principales observations ont concerné :
 - * le dimensionnement de la zone constructible et de la voirie du secteur « Petit Prayau » (*propriétaire souhaitant que le projet de zone AU couverte par une OAP soit réduite et éloignée plus au sud par rapport à sa propriété*) ;
 - * le devenir du quartier des Garrigues (situé en dehors des emprises urbaines du SCOT) ;
 - * les obligations en matière de construction sur les zones U et AU
 - * la zone inondable
- **29 octobre 2021 : présentation du projet de PLU (PADD/ OAP/ règlement écrit et zonage)**
Les principales observations ont concerné :
 - * le devenir de la station d'épuration (obsolète depuis longtemps)
 - * le souhait de ne pas construire de manière uniforme
 - * la préservation des perspectives sur le paysage
 - * les prescriptions particulières d'un terrain centre bourg (demande faite par le propriétaire du terrain en question)
 - * la plainte de vitesse excessive des véhicules sur le chemin des Libertonnes, jugé trop étroit pour desservir la totalité des habitations existantes notamment depuis la réalisation du récent lotissement

En réponse aux remarques exprimées lors des différentes réunions publiques :

- L'OAP du Petit Prayau a été ajustée pour agrandir les perspectives vers l'ouest
- Les vues vers le nord depuis le parking paysager seront préservées,
- Le réseau d'assainissement sera relié au réseau principal et à la station d'épuration de Carpentras
- Le plan a pris en compte le risque d'inondation
- Le plan a cherché à améliorer la circulation dans les zones AU (Petit et Grand Prayau)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400778-20220125-202201-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 27/01/2022

Affichage 07/07/2020